



LES ÉLEVEURS ET ÉLEVEUSES DU DAGANA DIVERSIFIENT LEURS DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX

Entretien avec Adja Sene (Apess Sénégal)



Adja Sene est responsable du Bureau technique pays de *'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane* (Apess). Cette organisation sous-régionale d'éleveurs implantée dans 13 pays promeut un élevage familial de vie pour une société de bien-être.

En partenariat avec le *Gret*, l'Apess soutient les revenus des éleveurs de Dagana en collaborant avec la Laiterie du berger. Aujourd'hui dans la dernière phase du projet, l'Apess et le *Gret* entendent diversifier les débouchés des éleveurs tout en mettant l'accent sur la place des femmes dans la filière.

Dans le cadre d'un projet porté par :



Gret



Apess Sénégal

En quoi la Laiterie du berger soutient-elle les éleveurs locaux ?

La collaboration avec la *Laiterie du berger* (LDB) a créé des relations de confiance avec les consommateurs. Il est vrai qu'en vendant de manière informelle le lait local à 800FCFA le litre, l'éleveur peut en retirer immédiatement 400 à 500FCFA. Or les laiteries leur achètent le lait à 325FCFA maximum. Au premier abord, c'est un manque à gagner énorme pour les éleveuses et les éleveurs. Mais rester dans le secteur informel s'accompagne de problèmes de sécurisation des débouchés et de fluctuation de la demande. Par ailleurs, les qualités d'hygiène laissent souvent à désirer. Les femmes transportent dans des petits seaux le lait qui n'est pas conditionné. Les gens n'ont pas confiance quand le lien éleveur-consommateur se distend. Travailler avec la Laiterie du berger était donc une nécessité pour développer la filière lait local.

La Laiterie du berger était la seule laiterie capable de soutenir un grand nombre d'éleveurs. Cela veut dire qu'ils sont certains d'avoir à la fin du mois un revenu fixe.

Nous avons également choisi de collaborer avec la Laiterie du berger au sein de la plateforme d'innovation lait (Pil) pour assurer les revenus des éleveurs et les aider à développer des initiatives avec les autres acteurs de la filière. Au moment du diagnostic, aucune minilaiteries n'avait une assise et un pouvoir d'achat comparables à la LDB. Ces structures, peu nombreuses et peu performantes, étaient liées à des coopératives qui collectaient d'abord auprès de leurs membres. La plupart avaient déjà atteint leurs capacités et couvraient tout juste la consommation locale rurale. Dans ce contexte, la LDB était la seule laiterie capable de soutenir un grand

nombre d'éleveurs et de leur assurer un revenu fixe à la fin du mois. A l'inverse, sur le marché informel, l'éleveur peut gagner 500FCFA certains jours et à 150FCFA le jour suivant.

Les éleveurs ont-ils leur place dans les négociations avec la Laiterie du berger ?

La LDB fixe de manière unilatérale le prix d'achat du lait et ne négocie pas avec les éleveurs. La formalisation d'accords serait nécessaire pour que ces derniers puissent sécuriser l'écoulement de leur production. Sur ce point, il reste beaucoup à faire. La laiterie a des soucis de rentabilité et ne va pas encore dans ce sens-là.

Pourquoi soutenir les activités de transformation parallèles à la LDB ?

Toutes les exploitations familiales ne sont pas collectées par la LDB. Le surplus n'est pas rentable pour l'entreprise. Pour qu'elles ne soient pas obligées de « verser le lait » (le jeter), nous formons les femmes à valoriser ce surplus en savon, en beurre et fromage, qu'elles vendent ensuite sur les marchés de Richard-Toll, Dagana et Saint-Louis.

Pour diversifier les débouchés, nous sommes aussi en train, en partenariat avec Enda Énergie, de nous tourner vers les minilaiteries afin de les équiper en énergie solaire pour la collecte et la conservation du lait au Sénégal. Nous verrons leur potentiel et essaierons d'y intégrer les éleveurs qui ne sont pas ou plus collectés par la LDB.

Comment le marché est-il évalué pour que les unités de transformation n'entrent pas en concurrence ?

Que ce soit dans le département de Dagana, ou dans d'autres régions où l'Apess intervient, nous n'avons pas rencontré cette difficulté. Les Pil permettent d'harmoniser la situation en créant des opportunités de concertation entre acteurs de la filière. À Banfora au Burkina Faso, les minilaiteries deviennent en saison sèche des centres de collecte au service de l'industrie locale. En saison des pluies, quand la production de lait est plus abondante et que l'industrie ne peut collecter l'ensemble de cette production, les minilaiteries redeviennent des unités de transformation. Cette organisation a été possible grâce à la Pil qui est parvenue à faire dialoguer des acteurs de la filière qui n'avaient pas

pour habitude de se concerter.

Les Plateformes innovation lait harmonisent la situation en créant des opportunités de concertation entre acteurs de la filière.

Qu'est-ce que l'expérience vous a appris pour l'accompagnement des minilaiteries ?

En 2014, l'objectif était de sécuriser la production, de manière à approvisionner régulièrement la LDB. De manière aussi à assurer des revenus réguliers aux éleveurs laitiers. Nous avons donc travaillé sur la structuration de la filière : l'identification des axes de collecte, la formation des collecteurs... Ce travail a permis à la LDB de développer ses activités. Suite à une première évaluation auprès des acteurs de la filière, nous avons jugé nécessaire d'appuyer les minilaiteries pour diversifier les débouchés des éleveurs, notamment dans un contexte où la Laiterie du berger avait des difficultés à maintenir ses axes de collecte. Les minilaiteries pouvaient prendre le relais sur ces axes-là. Et comme elles sont souvent gérées par les femmes, cela entrainait en accord avec notre ambition de développer une approche genre.



Traite dans le Dagana © Gret

Les transformateurs, que ce soit les mini-laiteries ou la Laiterie du berger, parviennent-ils à proposer des prix accessibles au plus grand nombre ?

Même si en zone rurale il est encore autoconsommé, le lait local est globalement devenu un bien de luxe. La LDB vend en grande surface, dans des hôtels, à un public que nous appelons « VIP ». Le lait pasteurisé local, vendu 1 000FCFA le litre, se trouve difficilement chez le boutiquier où se rendent les populations vulnérables des villes. Seuls les yaourts et les sachets aromatisés, plus accessibles¹, peuvent parfois être achetés chez les boutiquiers. L'unité de transformation laitière de Ndombo pratique de son côté des prix plus accessibles comme le lait caillé sucré non aromatisé en sachet de 250ml vendu à 150FCFA. En revanche son offre de produits est plus restreinte que celle de la Laiterie du berger. Pour répondre aux besoins des populations vulnérables, nous devons vraiment maintenir une production quelle que soit la saison. Cela permettrait également aux éleveuses et aux éleveurs d'anticiper sur leur production et leurs revenus.

¹ Les prix sont compris entre 250 et 1 000 FCFA (sachet de 250 ml ; 500 ml et 1 L) pour le thiakry (mélange de lait caillé et de granulés de mil), le yaourt aromatisé et le yaourt nature en sachet.

Quelles sont les principales difficultés rencontrées par les éleveuses et les éleveurs ?

Aujourd'hui, avec l'avènement des « élevages pilotes », certains membres de l'Apess s'en sortent. L'appui-conseil reçu par ces élevages dits « pilotes » a permis de lisser la production tout au long de l'année tout en sécurisant les revenus des éleveurs. D'autres familles, en revanche, ne sont pas collectés, n'ont pas accès à l'aliment bétail. Cela nous interpelle. Dans nos diagnostics, nous avons repéré trois types d'exploitations familiales. Pour celles déficitaires, les revenus de l'élevage ne couvrent que trois mois des dépenses dans l'année. En somme, elles produisent à perte et finissent par abandonner l'élevage. Les personnes se tournent vers des emplois saisonniers, auprès de la Compagnie sucrière en particulier. Au niveau de Dagana, cette situation persiste. Au lieu d'évoluer, ces petites exploitations sont en train de régresser. Cela nous inquiète, en tant qu'association d'éleveurs. La disparition de l'élevage familial serait un désastre, surtout que le secteur de l'élevage représente 12 % du PIB au Sénégal. Le problème aujourd'hui, c'est l'accès à l'aliment bétail et, à cause du changement climatique, à l'eau. Le besoin en appui-conseil est crucial pour la production. Mais ces appuis de proximité demandent un dispositif très important et beaucoup de moyens. Nous sommes donc en train de travailler dans ce sens.

La disparition de l'élevage familial serait un désastre, surtout que le secteur de l'élevage représente 12% du PIB au Sénégal

D'où est partie votre réflexion sur la place des femmes dans la filière ?

Nous sommes partis du constat que le lait local est une « affaire de femmes ». Les femmes s'occupent de l'alimentation du bétail, de la traite et de la vente du lait, surtout dans le Jeeri. Or, dans la plupart des activités que nous développons, nous ne voyions que des hommes. Culturellement, les femmes peuhls ne sont pas autorisées à se déplacer et s'exprimer dans des sphères où les hommes sont présents. En 2014, nos réflexions sont parties de cette contradiction. Nous voulons que les femmes puissent mieux s'exprimer, leur donner un espace pour s'épanouir et s'exprimer elles-mêmes sur leurs besoins spécifiques.

Traditionnellement, le lait était une activité spécifique pour les femmes. Aujourd'hui, avec l'arrivée de la LDB, le lait est devenu une activité génératrice de revenu où les hommes sont majoritaires.

En 2017, plusieurs diagnostics ont été réalisés auprès des communautés, des partenaires et de l'équipe-projet. Nous voulions savoir comment les acteurs percevaient les questions de genre, la répartition des tâches, etc. Nous avons également constaté l'éviction progressive des femmes de l'activité laitière. Traditionnellement, le lait était une activité spécifique pour les femmes. Aujourd'hui, avec la présence de la LDB, le lait est devenu une activité génératrice de revenu où les hommes sont majoritaires.

Le dilemme repose surtout sur le partage de revenus entre femmes et hommes. Pour y répondre, certaines femmes sont devenues cheffes de leurs propres bidons. Certaines ont donc leur propre revenu. Au sein de l'Espace des femmes² de l'Apess, elles apprennent à gérer elles-mêmes leur troupeau. Elles se forment à la traite, la transformation, l'hygiène. Il y a également une véritable demande de leur part sur des questions

² Cadre de concertation au sein de l'Apess destiné aux femmes et présent dans toutes les régions où l'Apess intervient.

spécifiques comme le leadership, le plaidoyer. L'Apess réalise ces missions seule ou avec des partenaires comme le Gret.

Quelles actions mettez-vous en place pour que les femmes aient accès au crédit ?

Les femmes ont peu accès au financement bancaire. Et le système de garantie au niveau rural est peu développé. Pour pallier ces insuffisances, nous développons des Associations villageoises d'épargne et de crédits (Avec), spécifiques pour les femmes. C'est un système d'actionnariat qui encourage l'épargne. 30 femmes se regroupent pour acheter 1 à 5 parts par semaine. Ce fonds sert à attribuer de petits crédits aux femmes. Elles s'en servent pour commencer des activités qui leur procurent des revenus : aviculture, embouche, maraîchage... À la fin de chaque année, elles partagent en fonction des parts versées. Les femmes ont ainsi des revenus pour développer des activités qui leur sont propres, souvent en lien avec l'exploitation familiale et pour lesquelles elles sont leaders.

Et en ce qui concerne la présence féminine dans les instances de décision ?

Au niveau de l'Apess, la représentation des femmes est en hausse. La création de l'Espace des femmes³ en 2016 suit la volonté de soutenir leur présence dans les instances de décision. Les femmes membres y développent leur plaidoyer. Le Gret nous a appuyé sur cette initiative. Nous avons aujourd'hui un plan d'action où nous déclinons toutes les activités que les femmes veulent développer. Cela va des activités procurant du revenu au plaidoyer. Enfin, elles se représentent elles-mêmes auprès des ministères des Femmes, du ministère de l'Emploi et du ministère de l'Action sociale.



*Réunion d'une Association villageoise d'épargne et de crédit
©Gret*

Quelle est la réaction des hommes face à ces initiatives en faveur de l'égalité femmes-hommes ?

Les hommes étaient réticents au début. Les « leaders » de l'association, porteurs de voix au niveau des exploitations familiales, les sensibilisent sur cet enjeu. Le message passe mieux par ce biais.

Aujourd'hui, ils acceptent de plus en plus que leurs épouses participent aux réunions et aux activités. Au niveau des Avec, nous ne parvenons pas à rassembler 30 femmes dans un village. Aujourd'hui, les maris eux-mêmes poussent leurs femmes à participer. Ils leur demandent de faire des crédits pour gérer certaines activités familiales. Les femmes se sentent utiles et ont un véritable pouvoir. Et surtout, les hommes commencent à le reconnaître. À travers la capitalisation sur les Avec, nous

³ Voir <https://www.apess.org/apess-met-en-place-a-ouagadougou-des-espaces-nationaux-de-concertation-des-femmes-apess-du-burkina-mali-niger/>

l'avons constaté. Quand le partage a lieu au bout d'une année, les femmes investissent leur épargne en priorité dans l'exploitation familiale, ce qui améliore l'alimentation, l'éducation, la santé. Elles achètent également des petits ruminants qui reviennent ensuite à l'exploitation familiale. Je pense que cette problématique est en train d'être comprise par les hommes.

L'Espace des femmes de l'Apess leur est spécifique mais les hommes viennent en appui. Le président du bureau des régions invite systématiquement les femmes à participer. Auparavant, les hommes ne prenaient pas en considération les besoins spécifiques des femmes, et, chez les Peuhls, ces dernières ne parlent pas en public. Mais les choses changent, grâce à nos actions de plaidoyer auprès des membres et des formations dans les Avec où nous identifions des leaders féminines.

L'idée est de mettre en avant les femmes car leurs activités produisent d'énormes résultats. Mais il reste encore à faire ! Parmi les actions que nous menons, que ce soit à Dagana ou dans les autres régions d'intervention de l'Apess, les formations en leadership, en gestion administrative et financière, sont essentielles pour une montée en compétences. Elles ont également besoin de financements, plus importants que ceux permis par les Avec, pour lancer leurs activités. Enfin, nous insistons sur la sensibilisation des hommes. S'ils ne sont pas conscients des inégalités, rien ne changera.

Quelle est la situation des jeunes dans la filière lait ?

Les jeunes ont tendance à partir en ville et à abandonner les activités agropastorales. L'Apess travaille donc beaucoup sur leur employabilité, sur la formation professionnelle, etc. De fait, la moyenne d'âge dans les exploitations familiales est autour de 60 ou 70 ans.

L'enjeu est donc de faire rester les jeunes sur les exploitations familiales. L'Apess a construit un programme mobilisateur pour les jeunes et est en quête de financement. Nous avons réalisé des enquêtes auprès des membres des exploitations familiales, les jeunes comme les plus vieux. S'en est suivie une assemblée générale où les jeunes ont pu s'exprimer. Concrètement, ce programme mobilisateur vient en aide aux jeunes qui veulent revenir ou reprendre l'exploitation familiale. Dans le même temps, nous soutenons la modernisation des exploitations familiales.

Portez-vous d'autres actions exemplaires pour le développement de la filière lait ?

L'Apess suit les éleveurs même en dehors du cadre des projets. À Kaolack, un réseau de femmes transformatrices de lait recherche actuellement la certification FRA (l'autorisation de vendre des produits alimentaires au Sénégal). À Kolda, une laiterie gérée par des éleveurs de l'Apess a obtenu la certification FRA, et commercialise du lait en sachets.

Un mode d'organisation est-il plus propice au développement d'une filière lait local ?

Il n'existe pas de mode d'organisation parfait. [...] Chaque région rencontre des difficultés qui lui sont propres.

Il n'existe pas de mode d'organisation parfait. L'Apess bâtit ses actions à partir du contexte et des infrastructures existantes. Et, de fait, chaque région rencontre des difficultés qui lui sont propres. Dans le contexte de Dagana, la Laiterie du berger était déjà bien implantée. Nous avons donc choisi d'arrêter la chaîne de valeur à la collecte. La transformation est prise en charge par la LDB. Mais la production est insuffisante pour répondre aux besoins de la LDB. À Kaolack et Kolda, il n'y a pas de grosses fermes. Ce sont des zones enclavées. Nous avons donc soutenu le modèle de minilaiteries

qui permettait de prendre en charge le lait de la production à la transformation. Dans cette région, la

production de lait est abondante du fait des conditions géographiques favorables. Toutefois, les débouchés restent insuffisants. De fait, nos axes d'intervention varient en fonction des régions aussi. A Kaolack et Kolda, l'objectif est de diversifier les produits transformés, améliorer les conditionnements et exercer des prix accessibles. A Dagana, le soutien de l'Apess cible plutôt la production.

Propos recueillis et édités en avril 2020 par Gabrielle de Dianous (CFSI)

Pour creuser le sujet :

- Visiter le site de *l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane (Apess)*
- Information, *10 réalités sur les inégalités hommes et femmes dans le monde agricole en Afrique de l'Ouest, 2012*
- Entretien avec Hindatou Amadou, *Les éleveurs s'affirment sur la scène politique, 2017*

Cette initiative a bénéficié d'un financement de la Fondation de France dans la cadre du programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) appels de 2012 (n°190), 2017 (n°80) et 2020 (n°41)

Le programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) est porté par la Fondation de France et le CFSI. Il bénéficie de la contribution de la Fondation JM.Bruneau (sous égide de la Fondation de France) et de l'Agence française de développement. Jafowa participe également au volet capitalisation du programme. Le Roppa est membre du comité d'orientation et de suivi du programme.



**FONDATION
JM.BRUNEAU**
SOUS L'ÉGIDE DE LA
FONDATION DE FRANCE



JAFOWA
Joint Action for Farmer Organisations in West Africa

RÖPPA
Afrique Nourricière